

*Initiatives ministérielles*

key, cette localité a un excellent chantier naval qui est vraiment sous-utilisé.

Ce chantier naval qui a été construit dans les années 1950 est bien équipé et dispose de personnes qualifiées, compétentes et expérimentées dans ce domaine, pourtant il est dans une grande mesure inactif. L'une des tragédies de cette visite a été de voir des chalutiers amarrés à côté du chantier naval non pas pour y être réparés, mais parce qu'ils n'étaient pas utilisés et qu'ils avaient besoin d'être amarrés à un quai étant donné la crise qui sévit dans le secteur des pêches.

Mais je me demande si le gouvernement du Canada a admis le fait que cette industrie très importante de la construction navale est continuellement en état de crise. Nous assistons à la fermeture de chantiers navals et des personnes hautement qualifiées et ayant reçu une bonne formation se retrouvent au chômage avec peu d'espoir de trouver du travail dans l'immédiat avant d'avoir été recyclées. On ne peut pas prendre un homme qui a passé 20 ans dans un chantier naval à souder des tôles épaisses et en faire un opérateur sur ordinateur. Certains des hommes que j'ai vus ne pourraient pas se servir d'un clavier. Leurs doigts étaient trop gros. Ce sont des gens qualifiés, dévoués et robustes, réputés pour la qualité de leur travail et leur connaissance du métier et c'est un terrible gaspillage pour notre pays que leur chantier naval reste inactif.

Qu'allons-nous faire pour y remédier? Pour autant que je sache, le gouvernement a pour seule politique la rationalisation.

• (1210)

«Rationaliser», une façon polie de licencier les gens. Une façon polie de leur dire que l'on a renoncé à la construction navale au Canada, que l'on va réduire progressivement le nombre des chantiers navals, le nombre de personnes travaillant dans cette industrie, enfin la participation de ces Canadiens à la construction de navires destinés à servir le commerce canadien.

De nombreux problèmes, qui ne dépendent pas tous de la volonté d'un gouvernement quel qu'il soit, sont à l'origine de cette situation. Il est clair quand on en discute avec les ouvriers des chantiers navals et les responsables, que les fortes subventions accordées à cette industrie par de nombreux pays sont la cause sous-jacente des nombreux problèmes auxquels l'industrie canadienne de la construction navale doit faire face.

Résultat, bien que nous ayons des chantiers navals à la pointe du progrès sous la supervision d'ingénieurs extrêmement compétents, nous ne sommes pas capables de faire concurrence aux pays dont les gouvernements sont

prêts à prendre en charge une partie substantielle des coûts de construction d'un navire.

Pourquoi les autres gouvernements font-ils ça? Pour préserver leurs chantiers navals bien entendu, pour veiller à ce qu'ils aient du travail, pour maintenir la masse critique des constructeurs de navires et d'installations industrielles extrêmement importantes.

Pourquoi faudrait-il y mettre fin? Parce qu'il n'est pas logique que les contribuables, au Brésil, en Belgique, en Hollande ou n'importe où ailleurs, subventionnent la construction de navires destinés à l'usage d'armateurs d'autres pays, voire du leur. Ça n'a aucun sens. Ça coûte à tout le monde. Et chacun est perdant.

Pourquoi le Canada est-il au premier rang des pays désireux de supprimer toute forme d'aide à cette industrie essentielle? Pourquoi, au lieu de cela, le Canada n'est-il pas le premier à dire qu'il va protéger ses constructeurs tant que tous les autres pays, du moins les plus importants, ne se seront pas rendu compte que cette proposition n'est pas du tout rentable?

Encore une fois, pourquoi nous présentons-nous toujours à la table des négociations en ayant déjà renoncé à nos avantages? Que le ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie aille à Marystown. Je suis sûr que mon collègue de Burin—Saint-Georges serait ravi de lui faire visiter le chantier naval.

Qu'il aille visiter le chantier naval de Marystown ou d'autres chantiers du Canada atlantique, pour se rendre compte. Qu'il se penche un peu sur le problème d'une industrie en voie de disparition par la faute du Canada qui n'a pas su prendre les mesures nécessaires afin de protéger ses intérêts contre la concurrence déloyale que lui livrent d'autres pays du monde.

Comment espérer qu'on réinvestisse dans les sciences et la technologie, dans la recherche et le développement et dans les méthodes les plus modernes de construction navale alors que l'État subventionne fortement ce secteur dans d'autres pays? Si cela ne se fait pas, tôt ou tard, nous deviendrons non compétitifs et il nous sera impossible de rebâtir ce que nous avons autrefois.

C'est maintenant le temps d'agir à cet égard. Malheureusement, même si le projet de loi C-33 sert bien les intérêts immédiats du cabotage, il néglige totalement de s'attaquer au problème global de l'industrie canadienne de la construction navale. Il révèle encore une fois chez le gouvernement actuel une absence complète de politique industrielle dans ce secteur, comme dans tant d'autres, pour remédier à une situation qui revêt un intérêt crucial pour les travailleurs dont le gagne-pain devrait pouvoir